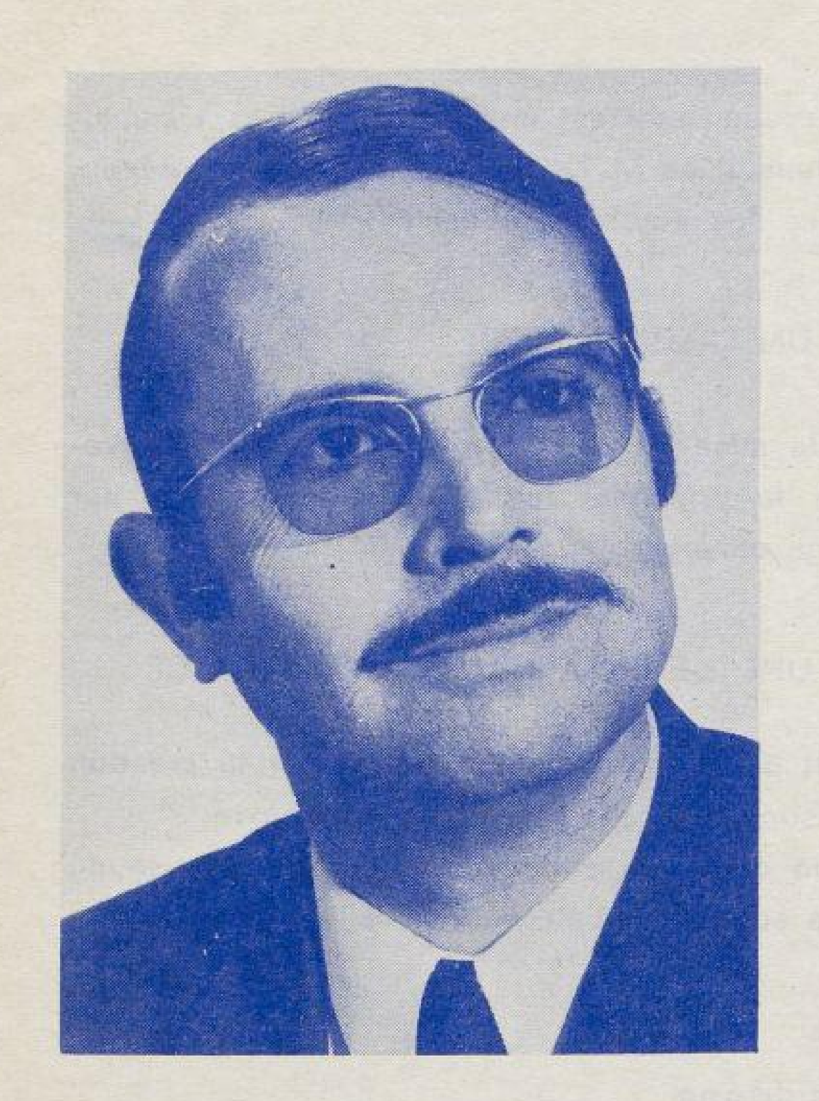
Élections législatives du 4 Mars 1973 - 6me circonscription des A.-M.

FRONT NATIONAL



Candidat

FRANÇOIS BESLAND

Médecin Généraliste

Suppléant

Albert PEYRON

Chirurgien Dentiste

LA crise dont souffre la France n'est pas tellement politique ou sociale. C'est une crise morale qui met en cause les valeurs fondamentales de notre société. Sans doute, l'évolution du monde moderne trouble partout les esprits et perturbe les mœurs. Mais c'est justement le rôle des Pouvoirs publics de maitriser cette évolution et de sauvegarder les principes qui nous ont fait ce que nous sommes, et dont l'oubli conduit à la décadence.

Le gouvernement actuel et sa majorité n'ont songé qu'à se maintenir en place, tolérant ou favorisant le désordre sous toutes ses formes.

Un bilan de désordre et d'injustice

Les scandales financiers et administratifs se sont multipliés. L'Education nationale est livrée à l'anarchie et à l'absurdité. Les banques règnent sur notre économie, au détriment des producteurs de la richesse nationale, ouvriers, cadres et patrons. Les chefs de la C.G.T. communiste et de la C.F.D.T. gauchiste sont devenus les interlocuteurs privilégiés d'un Pouvoir incohérent. Les classes moyennes, les professions libérales, les commerçants et les artisans souffrent d'une fiscalité arbitraire et de réglementations absurdes et tyranniques. La hausse du coût de la vie et l'inflation ne sont que les conséquences obligatoires d'un budget public écrasant, caractérisé par l'étatisme, le dirigisme, l'imprévoyance et le gaspillage. La ménagère en paye chaque jour le prix exorbitant, et le contribuable chaque année, lorsqu'il n'a pas la chance d'être un privilégié du système.

Le gouvernement — notamment son vrai maitre, le ministre des Finances — s'attribue le mérite de l'expansion économique. C'est pour le moins incomplet : l'expansion est due à la volonté de vivre des Français, à leur dynamisme, à l'initiative des chefs d'entreprise, à la compétence des cadres, au travail des ouvriers et des employés, aux réussites de nos chercheurs.

C'est cette expansion fondée sur l'effort commun — et non sur les discours ministériels — qui conditionne le progrès social auquel nous aspirons tous.

D'abord, défendre les Français

Qui oserait prétendre que les Français ont été défendus par les députés élus en 1968 et qui ont trahi la confiance du peuple ? Défendus contre l'injustice administrative et l'oppression fiscale ? Défendus contre la tyrannie des technocrates et la gabegie ? Défendus contre la toute-puissance de l'argent, contre la spéculation et contre les scandales ? Défendus contre la pornographie, l'immoralité, la drogue et la criminalité ?

Défendus enfin contre l'invasion de leur vieux pays par une foule d'indésirables ?

Nous pensons particulièrement aux fonctionnaires des services les plus exposés : police, gendarmerie, C.R.S., qui ont droit à l'appui moral de la collectivité qu'ils protègent parfois au péril de leur vie.

Contre l'invasion de la France par les indésirables

Les Français ne sont ni xénophobes, ni racistes. De tout temps, ils ont accueilli généreusement les immigrés honnêtes et laborieux. Ils tendent une main fraternelle aux travailleurs étrangers sérieux et capables, utiles à notre économie, respectueux de nos lois, de notre morale, de notre civilisation.

Mais ils ne supportent pas que la France soit colonisée par quantité d'individus tarés, de délinquants, de criminels qui consomment une part très importante de notre budget social et hospitalier.

Mettre un terme à l'immigration d'individus inassimilables c'est préserver l'avenir de notre communauté nationale, c'est aussi favoriser le progrès technologique et le plein emploi de la main-d'œuvre française.

Ce que nous pouvons faire

Sans démagogie, nous sommes convaincus qu'un certain nombre d'objectifs peuvent être atteints, soit qu'ils dépendent uniquement d'une décision du gouvernement ou du Parlement, soit qu'ils n'imposent pas de charges publiques excessives, soit qu'ils permettent même d'appréciables économies budgétaires.

A savoir, dans divers domaines :

- Abrogation de la loi d'orientation dite loi Edgar Faure, qui a désagrégé nos institutions scolaires et universtiaires, livré l'enseignement au marxisme, confié les programmes à des fous ou à des clowns, introduit officiellement la politique à l'école et au lycée, substitué l'éducation nationale à l'éducation tout court.

- Egalisation des mesures obligatoires de protection sociale (maladie, invalidité, vieillesse) pour toutes les catégories de travailleurs, salariés, commerçants, artisans etc... les mesures complémentaires facultatives relevant des possibilités et de l'initiative de chacun et d'une gestion mutualiste ou privée.

- Libéralisation et clarification des lois et règlements d'incidence économique et professionnelle, aussi bien en ce qui concerne l'industrie, l'artisanat et le commerce que les carrières libérales, médicales, paramédicales, indépendantes, etc...
- Réduction des pénalités en matières de contributions ou charges sociales et humanisation des procédures.
- Restauration de l'autorité des patrons et des cadres d'entreprise battue en brèche par une législation démagogique, nuisible en réalité à l'immense majorité des salariés.
- Réglementation de la grève dans les services publics, assortie de l'institution de tribunaux d'arbitrage des conflits totalement indépendants du gouvernement, des administrations en cause et des syndicats intéressés. Nul ne peut être juge et partie.
- Répression conforme aux rigueurs de la loi des crimes de sang, du trafic de drogues, des attentats sexuels, des trafics d'influence et prévarications.

Ce que nous devons empêcher

La majorité sortante porte la responsabilité de la menace du Front Populaire qui pèse sur le pays. Ce sont ses erreurs, ses carences et ses fautes qui se trouvent à la base des mécontentements exploités par l'alliance socialo-communiste.

Le programme commun de la gauche relève de la mystification.

Ses propositions ont été chiffrées. Elles exigeraient au minimum dès la première année un accroissement de 15 % du revenu national, ce qui est impensable. Les nationalisations prévues aboutiraient à une désorganisation de la production, à la régression économique, à la spoliation, à la baisse du niveau de vie des masses, à la dégradation de la monnaie, à la ruine des retraités et des épargnants.

Mais il ne s'agit là que d'un miroir aux alouettes. Les communistes au pouvoir, ce serait à bref délai l'élimination de leurs « alliés » socialistes, le parti unique, le syndicat d'Etat, la dictature, le totalitarisme, la liquidation des libertés publiques, personnelles, religieuses et cuturelles. Nous ne polémiquons pas : c'est la réalité constatée dans tous les Etats soumis à la tyrannie marxiste.

Barrer la route aux communistes, malgré les propos tranquillisants de M. Marchais et de M. Duclos, c'est le premier devoir, c'est l'intérêt majeur des électeurs conscients.

NOUS VOULONS UN EXÉCUTIF FORT

Nous préconisons la mise en place d'un véritable régime présidentiel fondé sur la primauté de l'exécutif et légitimé par l'élection au suffrage universel.

NOUS VOULONS UNE DÉFENSE NATIONALE EFFICACE

Par le renforcement de la force de dissuasion, par la création d'une armée de métier pour les forces de manœuvre.
Par la création d'un corps de volontaires pour la défense du territoire et donc la suppression du service militaire obligatoire en temps de paix.

Votez pour vos idées

Le mode de scrutin actuel vous permet au premier tour d'exprimer vos opinions, sans calcul et sans crainte, de donner toutes ses chances pour le second tour au candidat dont vous partagez les idées. Ne vous laissez pas influencer par les fausses habiletés des politiciens. Voter utile, c'est d'abord voter honnête et clair. Si vous croyez que nous avons raison, si vous estimez justes et nécessaires les positions du Front National, brisez l'équivoque. La Droite française, c'est-à-dire la vraie majorité du corps électoral votera Front National.

Et si vous n'êtes pas d'accord, permettez-nous de vous remercier de l'attention que vous venez de nous accorder.

Qui sommes nous ? Des Français comme vous

François Besland

41 ans.

Docteur en Médecine.
Ancien externe des Hôpitaux de Paris.
Médecin généraliste à Grasse.
Médecin-Capitaine de réserve.

Albert Peyron

30 ans.

Né à Alger.
Chirurgien-dentiste au Cannet
Ancien interné politique.



NOUS ne vous avons pas tenu le langage habituel des candidats. Nous ne vous ferons pas de promesses démagogiques. Vous avez tous été assez trompés pour savoir ce qu'elles valent.

Si vous me faites l'honneur de me nommer à l'Assemblée Nationale, je n'y accomplirai pas plus de miracles que les autres, avec cette différence que les autres vous assurent qu'ils en sont capables ! Je ne vous propose pas de programme attrape-électeur où chacun trouve sa petite satisfaction personnelle illusoire, mais qui sont aussi irréalisables que mirifiques. Je ne vous offre que ma loyauté, mon travail, mon sérieux, ma foi, mon dévouement au bien commun.

François BESLAND.